



Photo : Julie Vincent - Photographie (julievincentsphotography.com)

FRANCOPHONIE

ACFA

UN PASSAGE DE TÉMOIN

► 2

CHRONIQUE



SANTÉ
LA PRÉVENTION D'ABORD

► 4

ÉDUCATION



LE SECONDAIRE ET APRÈS L'UNIVERSITÉ EN ANGLAIS

► 6

ÉDUCATION



ALBERTA
30 ANS DE GESTION DES ÉCOLES FRANCOPHONES

► 9

SOCIÉTÉ



AUTOCHTONES
PROTECTION DE LA JEUNESSE, L'HISTOIRE, L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

► 11

ENVIRONNEMENT



FAUNE
LE BISON, FACTEUR DE PRÉSERVATION

► 13



FÉDÉRAL

ÉDUCATION
UNE BOURSE POUR LES GRANDES ÉTUDES

► 7



MANITOBA

ENVIRONNEMENT
FEMMES AUTOCHTONES, GARDIENNES DE L'EAU

► 12



CALGARY

FRANCOPHONIE
LA GUINÉE À VOIX HAUTE

► 16

RENCONTRE AVEC NATHALIE LACHANCE : SES PROJETS D'AVENIR POUR L'ACFA

Élue par acclamation le 22 septembre dernier, la nouvelle présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), Nathalie Lachance, entretient des liens profonds avec l'Alberta. Originnaire du Québec, elle possède une vaste expérience au sein de la francophonie albertaine, ainsi que dans la sphère autochtone, deux domaines qu'elle aspire à approcher en tandem. À la barre de l'ACFA, elle devra jongler avec plusieurs dossiers clés et compte s'appuyer sur l'expertise de son équipe administrative et sur les retours de la communauté pour rester connectée à ce qui se passe sur le terrain.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

« JE ME SUIS TOUJOURS PROMENÉE ENTRE LA FRANCOPHONIE ET LE MONDE AUTOCHTONE. »
Nathalie Lachance

« LE TRAVAIL À LA PRÉSIDENTE DE L'ACFA, C'EST UN TRAVAIL D'ÉQUIPE QUI SE FAIT AVEC UN CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE CONCERT AVEC LE TRAVAIL DES RÉGIONALES. »
Nathalie Lachance

À la suite du manque de candidatures multiples à chacun des postes d'administrateurs et d'administratrices, ainsi qu'à la présidence du conseil d'administration de l'ACFA, les candidats et les candidates ont donc été élus par acclamation.

GLOSSAIRE
EN TANDEM
En collaboration



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

LE FRANCO : Madame Lachance, vous avez travaillé au Campus Saint-Jean et vous avez présidé le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) pendant plusieurs années. Vous avez visiblement plusieurs années d'expérience avec la communauté francophone de l'Alberta. Pour ceux qui ne vous connaissent pas, pourriez-vous décrire brièvement votre parcours professionnel?

NATHALIE LACHANCE : Je me suis toujours proménée entre la francophonie et le monde autochtone. J'ai commencé ma carrière avec le Ralliement national des Métis à Ottawa pour me retrouver ici à Edmonton avec ce qui était à l'époque la Faculté Saint-Jean où j'ai occupé des fonctions d'agente de développement.

J'ai été conseillère scolaire pour le Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) et j'ai aussi occupé la présidence pendant trois ans. En tout et pour tout, j'ai été élue pendant onze ans au CSCN.

Finalement, je suis retournée dans le monde autochtone [pour] travailler avec l'organisation nationale de la santé des Autochtones. Je suis une fonctionnaire de la fonction publique fédérale au sein de Services aux Autochtones Canada depuis 2003.

Je suis aussi une des *coachs* au MBA (maîtrise en administration des affaires) à l'Université Athabasca.

LE FRANCO : Vous évoquez vos engagements tant au sein de la francophonie qu'après des peuples autochtones. Il existe des similitudes entre les défis auxquels sont confrontées ces deux communautés en Alberta. Comment envisagez-vous la possibilité d'une collaboration entre les leaders francophones et autochtones pour faire avancer leurs luttes respectives en vue de la reconnaissance de droits particuliers?

N.L. : Je pense qu'on a vraiment des avantages à travailler ensemble. Je pense qu'il y a beaucoup de liens à faire entre ces deux mondes. On a beaucoup de points similaires, il y a des différences évidemment, il y a des reconnaissances qui sont différentes, des droits qui sont différents, mais je crois qu'il y a aussi beaucoup de similitudes et on a avantage à mieux se connaître et mieux travailler ensemble. Il y a de l'espace pour le respect et le travail **en tandem**.

Il faut aussi comprendre que ma relation avec les communautés autochtones en Alberta n'est pas seulement une relation de travail. Mon conjoint, mes beaux-enfants, mes petits-enfants, mon fils, ils sont tous autochtones. Mon mari est un ancien président de la Métis Nation of Alberta et il est aussi membre de la Mikisew Cree First Nation. Moi, je suis originaire du Québec, mais ma connexion à l'Alberta et au monde autochtone est profonde.

LE FRANCO : Maintenant que l'on comprend un peu mieux votre parcours, pouvez-vous nous expliquer quelles seront vos ambitions et vos priorités en tant que présidente de l'ACFA?

N.L. : Je trouve que je réponds toujours mal à cette question [rires]. Le travail à la présidence de l'ACFA, c'est un travail d'équipe qui se fait avec un conseil d'administration et de concert avec le travail des régionales. Je trouve que ce serait incongru que j'arrive avec une grande vision générale, sans avoir discuté ni m'être entendue sur un plan de match avec les autres membres du conseil d'administration.

Je sais qu'il y a des dossiers importants, on parle de la modernisation de l'ACFA, de l'éducation de la petite enfance jusqu'au niveau universitaire en français, il y a le dossier de la santé, le développement économique, mais ce n'est pas à moi de déterminer les priorités du



↑ Nathalie Lachance est la nouvelle présidente de l'ACA. Photo : Courtoisie

conseil d'administration. Ça a besoin d'être un travail d'équipe.

LE FRANCO : Vous mentionnez la nécessité d'un travail concerté, j'imagine que cela inclut l'importance d'être attentif et à l'écoute de la communauté et de ce qui se passe au quotidien dans la francophonie albertaine?

N.L. : Absolument. On a le Congrès annuel de la francophonie albertaine qui s'en vient très rapidement. C'est important de participer aux conversations et d'écouter la communauté. C'est de là que l'on partira comme nouveau conseil d'administration. J'ai bien hâte de rencontrer la nouvelle équipe. On a des membres qui reviennent et plusieurs nouveaux aussi.

LE FRANCO : Comment se passera la transition entre vous et monsieur Pierre Asselin pour que vous puissiez reprendre les rênes de manière efficace? Vous siégez déjà au conseil d'administration depuis un an, alors je devine que vous devez être bien au fait des dossiers les plus urgents.

N.L. : Je n'étais pas à l'exécutif, mais oui je siégeais au conseil. Je m'attends à une très belle transition. Je connais Pierre depuis très longtemps, j'ai énormément de respect pour lui, c'est un homme extraordinaire. En plus de ça, on est appuyés par une super équipe au secrétariat de l'ACFA. On est bien entourés et on bâtit sur une tradition remarquable.

LE FRANCO : Comment comptez-vous prendre en charge la présidence de l'ACFA dans le contexte des défis actuels au sein de la francophonie albertaine, tel que le dossier du Campus Saint-Jean avec notamment le démantèlement

de la salle historique et le remplacement de l'enseigne à l'entrée, ainsi que les préoccupations continues concernant le financement? Pouvez-vous nous expliquer votre approche pour poursuivre le travail entamé par votre prédécesseur?

N.L. : Je pense que c'est important de souligner que Pierre travaillait de manière alignée avec le mandat du conseil d'administration. Il ne travaillait pas en solo, mais avec toute notre équipe. Il y a effectivement des dossiers très chauds. J'ai aussi eu le plaisir d'assister au brunch du doyen dimanche dernier et je souhaite continuer le dialogue avec le Campus Saint-Jean et voir ce qu'on peut faire pour travailler ensemble. C'est clair que le Campus est hyper important pour la francophonie albertaine.

LE FRANCO : Madame Lachance, les médias francophones de l'Alberta ont souffert au cours de la dernière année. Est-ce que c'est important pour vous d'assurer la pérennité de nos médias communautaires et francophones? Est-ce que vous croyez qu'il devrait un soutien plus soutenu du gouvernement provincial à cet égard?

N.L. : Je crois définitivement en la pérennité de nos médias communautaires et francophones. Je pense que nos médias jouent un rôle crucial pour documenter notre communauté et montrer son dynamisme et sa nature vibrante. Pour les prochaines étapes, c'est un dossier que je vais devoir creuser davantage avant de m'avancer. [...] Je ne crois pas que les solutions soient aussi simples que quiconque voudrait les dire, sinon elles auraient toutes déjà été trouvées et implantées. ▲

La Fondation
franco
albertaine

10^e Francothon

**La Fondation franco-albertaine vous invite à donner
dans le cadre du 10^e Francothon**



1 (844) 324-8375 www.fondationfa.ca

Venez participer aux célébrations



Calgary

**Vendredi 17 novembre 2023
de 16h à 19h
à la Cité des Rocheuses
4800 Richard Road SW**

Edmonton

**Vendredi 24 novembre 2023
de 16h à 19h
à la Cité francophone
8627 Rue Marie-Anne Gaboury**



Merci!

CONSEILS POUR UNE RENTRÉE DÉJÀ BIEN ENTAMÉE

Vos enfants ont fait un démarrage dans les normes, vous pouvez vous en féliciter. La rentrée constitue, pour plusieurs enfants et parents, une situation passablement anxiogène. Il a fallu passer d'un état de pure liberté au rythme bien chronométré qu'exige la reprise scolaire.



D^{re} Julie L. Hildebrand

exerce en médecine familiale à Edmonton. Bilingue, elle est très heureuse de pouvoir répondre aux besoins de la francophonie plurielle de la capitale provinciale. Spécialiste du diabète, des dépendances et de l'utilisation du cannabis thérapeutique, elle privilégie la prévention et l'éducation



AFIN DE PRÉVENIR DE NOMBREUSES INFECTIONS, IL EST BON D'ENSEIGNER À VOS TOUT-PETITS L'IMPORTANCE DE MAINTENIR UNE BONNE HYGIÈNE DES MAINS.»

D^{re} Julie L. Hildebrand



N'HÉSITÉZ PAS À VALORISER LES COURTES PÉRIODES DE MÉDITATION AU QUOTIDIEN, UNE QUINZAINE DE MINUTES SUFFIT.»

D^{re} Julie L. Hildebrand

D^{re} JULIE L. HILDEBRAND

Si cela n'est pas déjà fait, il est bon de planifier une visite chez l'optométriste pour s'assurer que votre enfant ne souffre pas de troubles visuels. La myopie (qui affecte la vision de loin) fait en sorte que l'élève éprouve une incapacité à lire ou à distinguer ce qui est écrit au tableau. L'astigmatisme provoque la distorsion des formes, déformant les lettres de l'alphabet. Cela engendrera une fatigue visuelle et des maux de tête. Si ces troubles de la vue sont dépistés et corrigés précocement, leur traitement peut éviter l'échec scolaire et la perte d'estime de soi qui s'ensuit.

Comme celle des yeux, la santé des dents est essentielle. Consulter un dentiste permet de repérer rapidement les caries qui pourraient devenir douloureuses et/ou un mauvais alignement de la dentition. Par la même occasion, il est bon de renforcer les mesures d'hygiène dentaire comme le brossage des dents après les repas. Il faut éviter les sucreries et utiliser la soie dentaire régulièrement.

Finalement, rencontrer son médecin de famille est de bon augure pour obtenir les certificats médicaux nécessaires à la pratique d'un sport, pour avoir en main une prescription valide pour un auto-injecteur EpiPen dans les cas d'allergies sévères et pour veiller à ce que les vaccins soient à jour.

N'hésitez pas à confier à votre médecin traitant vos préoccupations quant à l'éventualité d'un trouble de l'attention (TDAH) ou de l'apprentissage (ex. : dyslexie). Encore une fois, un diagnostic rapide permettra à l'enfant de recevoir l'aide pédagogique adéquate et les accommodements qui favoriseront sa réussite scolaire.

LA PRÉVENTION PASSE AUSSI PAR LES PARENTS

Afin de prévenir de nombreuses infections, il est bon d'enseigner à vos tout-petits l'importance de maintenir une bonne hygiène des mains. Apprenez-leur à les laver souvent à l'eau et au savon, plus particulièrement avant et après avoir utilisé les toilettes et avant de prendre un repas.

Des ongles courts évitent la collection de germes, car les mains sont des vecteurs importants de transmission des virus, bactéries et parasites intestinaux (comme les oxyures communément reconnus comme les petits vers blancs qui provoquent des démangeaisons autour de l'anus).

Vos petits doivent aussi comprendre l'importance d'éternuer dans le creux de leur coude plutôt que dans leurs mains pour éviter la propagation des infections des voies respiratoires et de la COVID-19 toujours présente.

Scrutez l'arrière des oreilles et la nuque de vos enfants à la recherche de poux et de lentes. Ils sont devenus quasi endémiques et résistants à plusieurs produits visant leur éradication. Une inspection régulière empêchera la perte de contrôle. N'hésitez pas à employer le peigne fin, à appliquer des «shampouinées» rigoureuses et à bien lessiver les vêtements, sans oublier la literie.

Choisissez avec soin le sac d'école. Montrez à votre enfant comment ne pas le surcharger inutilement. Son poids doit être bien réparti sur les deux épaules et non sur une seule. Un port mal adapté



↑ Crédit : Daiga Ellaby / Unsplash.com

du sac à dos peut induire des tensions musculaires, des maux de dos et une mauvaise posture.

UN SOMMEIL RÉPARATEUR SANS ÉCRAN

On ne le répètera jamais assez, la régularité des heures de sommeil est fondamentale pour le bon fonctionnement du corps et de l'esprit. Il faut donc favoriser l'adoption d'un horaire fixe pour le coucher et le lever, du moins durant les jours d'école et idéalement tous les jours de la semaine.

De surcroît, il est recommandé de cesser toute activité qui pourrait stimuler l'activité cérébrale après 20h telles que l'utilisation du téléphone intelligent et le visionnement d'écrans (télévision, ordinateur ou tablette). Il en va de même pour les jeux vidéo. Ces écrans émettent des lumières bleues qui interfèrent avec la production de mélatonine, l'hormone qui gère le cycle circadien. En conséquence, l'élève peu reposé aura de la difficulté à maintenir son niveau d'attention et sera moins performant sur le plan intellectuel. Un bon livre avant de dormir sera toujours une formule gagnante.

Une bonne nuit de sommeil et votre enfant sera frais et disponible de bon matin. Il aura le temps de déguster un déjeuner équilibré. Ce repas essentiel restaurera l'hydratation et le niveau de glycémie, facteurs indispensables à la capacité d'attention et au rendement intellectuel. Une belle assiette avec des sucres lents (tartines, brioches, etc.), des protéines (beurre d'arachides, œuf dur, morceau de fromage) et des fruits frais, accompagnés d'un verre de lait entier, et le tour est joué. Rassasiés, ils seront moins enclins à consommer des **calories vides** (beignets, tablettes de chocolat, boissons gazeuses, etc.) durant la journée.

POUR MIEUX SE CONCENTRER SUR LES DEVOIRS

Pour bien étudier, votre enfant aura besoin de se sentir confortable. Si cela est possible, aménagez-lui un espace de travail qui lui sera dédié, à l'écart des distractions. Veillez à ce que ce havre de paix soit bien éclairé et loin des bruits domestiques. Agrémentez ce lieu d'images ou d'objets familiers auxquels il s'identifie. Il se sentira privilégié d'avoir un coin, dans la maison, bien à lui pour effectuer ses devoirs. Cela engendrera une plus grande productivité et une baisse d'anxiété. Cela encouragera aussi une transformation de la perception, passant de la corvée à l'agrément.

Pour alléger son horaire de travaux scolaires, vous pouvez inciter votre enfant à pratiquer une activité sportive ou récréative ou à s'inscrire à des activités parascolaires. Vous pouvez aussi entreprendre de nouveaux projets en famille (bricolage, cuisine, décoration, arts, musique, etc.). Halloween et Noël approchent!

Une promenade à l'extérieur pour aérer les petites méninges de votre enfant à la lumière naturelle est toujours la bienvenue. Elle va restaurer son humeur et ses capacités cognitives. Il est conseillé également de choisir des jours de repos durant la semaine pour faire le plein d'énergie.

N'hésitez pas à valoriser les courtes périodes de méditation au quotidien, une quinzaine de minutes suffit. Finalement, et non des moindres, trouver des moments précieux pour discuter et échanger avec votre enfant pour qu'il se sente à l'aise de vous confier ses inquiétudes. Considéré et écouté, il gagnera en assurance.

Et pour vous, chers parents, prenez le temps de vous faire plaisir. Vous le méritez bien! ▲



L'ÉLÈVE PEU REPOSÉ AURA DE LA DIFFICULTÉ À MAINTENIR SON NIVEAU D'ATTENTION ET SERA MOINS PERFORMANT SUR LE PLAN INTELLECTUEL. UN BON LIVRE AVANT DE DORMIR SERA TOUJOURS UNE FORMULE GAGNANTE.»

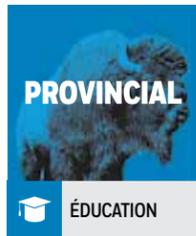
D^{re} Julie L. Hildebrand

GLOSSAIRE

CALORIES VIDES
Calories contenant peu ou aucun élément nutritif et micronutriments comme les vitamines ou les minéraux

UN NOUVEAU CHAPITRE POUR LES ÉTUDES SOCIALES

Cet automne, le gouvernement de l'Alberta s'attaque à nouveau à la refonte de son programme d'études sociales de la maternelle à la sixième année pour le rendre plus inclusif. Il promet, cette fois-ci, d'y intégrer clairement les opinions de la population albertaine et les perspectives des communautés autochtones et francophones. Des acteurs du milieu de l'éducation s'attendent à ce que la nouvelle mouture réponde mieux aux attentes des parties prenantes.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ON A TRAVAILLÉ TRÈS FORT POUR FAIRE VALOIR NOTRE OPINION AU GOUVERNEMENT ET POUR DÉMONTRER NOTRE VOLONTÉ DE TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC EUX.»

Tanya Saumure



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Jusqu'au 16 octobre 2023, la population albertaine était invitée à faire valoir son opinion, via un sondage en ligne, sur les thèmes qui devraient, selon elle, être enseignés aux élèves dans le futur programme d'études sociales. Parallèlement, des consultations impliquant des experts, des enseignants, des dirigeants francophones et autochtones se dérouleront au cours des prochains mois pour que toutes les voix soient prises en compte, a annoncé Alberta Education en septembre dernier.

Selon Tanya Saumure, la présidente de la Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA), cette annonce est très positive. «On s'en réjouit. On a travaillé très fort pour faire valoir notre opinion au gouvernement et pour démontrer notre volonté de travailler en collaboration avec eux. On ne se sent pas oubliés», mentionne-t-elle. Elle espère, aussi, qu'un grand nombre de francophones auront répondu à l'appel du gouvernement en partageant leurs opinions dans le sondage. «C'est notre responsabilité à tous de partager notre opinion sur ce que les jeunes devraient apprendre en études sociales, pas seulement aux enseignants et aux experts», affirme-t-elle.

La directrice générale de la FCSFA, Anne-Marie Boucher, abonde dans le même sens. «Je pense que le gouvernement a entendu l'appel de toutes les parties prenantes et c'est très positif», explique-t-elle. Elle rappelle que la première version du programme, qui avait été rendue publique en 2021, soulevait des enjeux à la fois «culturels et structurels» qui inquiétaient l'ensemble des intervenants du milieu de l'éducation.

C'est ce qui a conduit à la **refonte** complète à laquelle nous assistons

aujourd'hui. «Le premier curriculum ne répondait absolument pas aux besoins des élèves, qu'ils soient francophones ou pas. Les éléments qui y étaient présentés n'étaient pas appropriés par rapport à l'âge et au développement normal de l'enfant. Ça ne tenait pas debout», dit-elle.

PLUSIEURS CHANGEMENTS À PRÉVOIR POUR LES FRANCOPHONES

En plus des enjeux structurels précédemment soulevés, certains acteurs du milieu de l'éducation avaient remarqué que les perspectives et les contributions des francophones à la société albertaine étaient presque entièrement absentes du programme. «On en parlait un peu dans la section sur l'exploration de l'Ouest, mais il n'y avait pas de mention sur les personnalités qui ont joué un rôle crucial dans le développement de l'Alberta et de la ville d'Edmonton. Il n'y avait rien qui parlait, non plus, des communautés francophones de l'Alberta actuelle et de leur diversité», analyse Anne-Marie.

Le ministre de l'Éducation de l'Alberta, Demetrios Nicolaidis, regrette que ces éléments aient été omis dans la première version du programme et s'engage à les intégrer plus clairement dans la nouvelle mouture. Selon lui, les élèves auront désormais «beaucoup plus de détails» sur l'établissement de la Nouvelle-France, l'arrivée des francophones en Alberta et leurs contributions sur le terrain.

«J'ai déjà eu quelques réunions avec des organisations francophones pour discuter du nouveau programme et obtenir leur avis. Bien sûr, rien n'est finalisé, nous sommes toujours en discussion avec des spécialistes et des experts, mais j'aimerais vraiment voir ces éléments historiques être ajoutés», mentionne-t-il.

Le ministre Nicolaidis envisage également, dans la nouvelle structure du programme, de créer un espace où les élèves du secondaire pourront discuter et débattre de questions politiques et sociales liées à l'actualité. Dans ce cadre, dit-il, plusieurs occasions seront créées pour que les élèves francophones discutent des enjeux actuels qui touchent leurs communautés. «L'idée, c'est que les élèves soient capables d'appliquer les

connaissances qu'ils ont préalablement acquises pour se forger des opinions sur les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et sur notre monde actuel en général», affirme-t-il.

Une autre lacune qui avait été relevée par des membres de la francophonie lors de la publication de la première ébauche du programme d'études sociales concernait la rapidité de la mise en œuvre qui ne laissait que peu de délai aux conseils scolaires pour développer les ressources adéquates pour accompagner les élèves. «On n'avait pas assez de temps entre la date où la version finale était approuvée et le début de la mise en œuvre», relate Anne-Marie Boucher.

Avec le calendrier révisé annoncé par le gouvernement pour le déploiement du nouveau programme, le ministre de l'Éducation estime laisser assez de marge de manœuvre pour l'élaboration des ressources pédagogiques en français. «Nous visons septembre 2025 pour la mise en œuvre, en commençant par les niveaux de la maternelle à la troisième année, alors je crois que c'est réaliste», précise-t-il.

Enfin, le ministre Nicolaidis souligne l'importance que ce nouveau programme ne soit pas simplement traduit mot à mot en français, mais qu'il soit élaboré et adapté en fonction de la perspective francophone. «En tant que personne bilingue, je parle le grec, je sais que les traductions directes sont insuffisantes. Il est crucial que le matériel des sciences sociales soit développé du point de vue francophone. Il ne s'agit pas uniquement de traduire des documents en français», conclut-il. ▲



IL N'Y AVAIT RIEN QUI PARLAIT, NON PLUS, DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES DE L'ALBERTA ACTUELLE ET DE LEUR DIVERSITÉ.»

Anne-Marie Boucher



IL EST CRUCIAL QUE LE MATÉRIEL DES SCIENCES SOCIALES SOIT DÉVELOPPÉ DU POINT DE VUE FRANCOPHONE.»

Demetrios Nicolaidis

GLOSSAIRE

REFONTE

Remaniement d'un texte - dans ce cas-ci d'un programme d'études - en vue de l'améliorer

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE? NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton



Association des
Juristes d'expression française
de l'Alberta



Nous recherchons notre prochaine **Chancelière**.

Une personne qui sera bénévole et ambassadrice de premier plan, et qui soutiendra l'avancement de l'engagement de l'université en matière d'enseignement, de recherche et de service à la communauté.

Une personne qui contribuera à construire l'université de demain et à transformer nos aspirations en réalité. Une personne qui inspirera nos communautés et se fera leur championne. Qui défendra les artisans du changement, les bâtisseurs de communautés et les forgers du monde.

Ayez un impact direct sur l'université et sur les diverses communautés qu'elle dessert.

En savoir plus
uab.ca/noc



UNIVERSITY
OF ALBERTA



↑ Marjorie Lépine étudie au baccalauréat en kinésiologie avec mention à l'Université de l'Alberta depuis 2021. Photo : Courtoisie



↑ Gloria Sanouvi-Awoga compte amorcer ses études en neurosciences en septembre 2024. Photo : Courtoisie

LA TRANSITION VERS L'ANGLAIS, UN ASPECT SOUS-ESTIMÉ DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES

La conclusion du parcours à l'école secondaire en français s'accompagne parfois d'une période de deuil et d'ajustement pour de nombreux étudiants francophones de l'Alberta qui doivent effectuer une transition vers des programmes universitaires en anglais en raison du manque d'options dans leur langue maternelle.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

« Dans ma première année d'études à l'université, j'avais toujours une page Google Traduction d'ouverte en prenant mes notes. J'avais besoin de traduire les termes pour comprendre de quoi les professeurs parlaient en classe », explique d'entrée de jeu Marjorie Lépine qui étudie au baccalauréat en kinésiologie avec mention à l'Université de l'Alberta depuis 2021.

Cette Franco-Albertaine de vingt-deux ans a suivi l'intégralité de sa scolarité en français à l'École Maurice-Lavallée, à Edmonton, avant d'entamer son parcours universitaire. Et bien qu'elle soit bilingue, lorsqu'elle se remémore ses premiers mois d'études en anglais, Marjorie évoque un ajustement « très difficile ». « Il y a beaucoup de termes en mathématiques et en statistiques que j'ai appris en français et que je ne connaissais pas nécessairement en anglais. J'avais l'impression d'avoir une longueur de retard », avance-t-elle.

Deux ans et demi plus tard, Marjorie dit avoir réussi à s'adapter aux études en anglais, mais, en même temps, elle regrette d'avoir perdu une partie de ses compétences dans sa langue maternelle. « Maintenant, quand je lis des articles en français en kinésiologie, j'ai de la difficulté à comprendre le vocabulaire, ce qui est encore plus frustrant. J'aimais l'idée d'étudier en français parce que, comme on habite dans un milieu majoritaire anglophone, ça me permettait d'atteindre un équilibre », analyse Marjorie. Un équilibre qui semble aujourd'hui avoir vacillé, ajoute-t-elle.

UNE SITUATION QUI EST LOIN D'ÊTRE UNIQUE

La situation décrite par Marjorie est **monnaie courante** en Alberta. De nombreux élèves de douzième année optent pour des programmes universitaires en anglais, faute de trouver un équivalent dans leur langue. Gloria Sanouvi-Awoga

« DANS MA PREMIÈRE ANNÉE D'ÉTUDES À L'UNIVERSITÉ, J'AVAIS TOUJOURS UNE PAGE GOOGLE TRADUCTION D'OUVERTE EN PRENANT MES NOTES. »
Marjorie Lépine

« C'EST UN MONDE [LA NEUROSCIENCE] TRÈS COMPÉTITIF OÙ GRAVITENT PEU DE FRANCO-PHONES. »
Gloria Sanouvi-Awoga

se retrouve justement à cette croisée des chemins. À 17 ans, elle a déjà identifié le baccalauréat qu'elle souhaite entreprendre à partir de septembre 2024. Cependant, le programme de ses rêves n'est proposé qu'en anglais, à l'Université de l'Alberta.

« Je compte faire un baccalauréat en sciences et me spécialiser en neurosciences. C'est un monde très compétitif où gravitent peu de francophones. Je pense que l'espace pour des chercheurs qui parlent français est plus restreint dans ce domaine », analyse cette élève de douzième année à l'École Alexandre-Taché, à Saint-Albert.

Même si elle se sente préparée aux ajustements exigés par le passage du français à l'anglais comme langue d'études, Gloria a du mal à dissimuler sa nervosité. Elle sait qu'elle aura un grand défi à relever. « Il y a quelques années, on m'a demandé "what's a slope" en anglais et je ne savais pas de quoi on parlait parce qu'une slope pour moi, c'est une pente et ça restera toujours une pente », raconte-t-elle sur le ton de la blague.

Tout comme Marjorie, Gloria estime que les occasions pour les francophones de s'exprimer dans leur langue, en milieu minoritaire, sont limitées. Comme il n'est pas toujours aisé de parler le français au quotidien, l'école devient ainsi un espace privilégié pour garder la langue en vie. Sans cette occasion de pratiquer son français, elle craint que son niveau puisse diminuer.

« Je sais déjà c'est quoi perdre sa langue. J'ai perdu ma langue maternelle, l'éwé, en trois mois en arrivant au Québec », explique cette Togolaise d'origine, avant d'ajouter que de perdre son français équivaldrait « à un véritable cauchemar ».

APPEL À UNE BONIFICATION DES COURS OFFERTS

Pour permettre à davantage de francophones d'étudier dans leur langue, Marjorie Lépine aimerait que les options de programmes soient bonifiées au Campus Saint-Jean. Elle suggère également, dans l'optique où il serait trop ardu d'ajouter des programmes, d'augmenter le nombre de cours disponibles à la faculté francophone. « Je pense que ça aiderait d'avoir au moins quelques cours en français, on pourrait maintenir le lien avec notre langue et ça rétablirait un peu d'équilibre dans la transition vers l'anglais aussi », mentionne-t-elle.

Gloria partage une réflexion similaire et ajoute qu'en ayant la possibilité de suivre quelques cours en français au Campus Saint-Jean, cela lui permettrait aussi de tisser des liens amicaux avec d'autres francophones de son âge. « Même si le but principal de l'école n'est pas l'aspect social, c'est là où nous fondons souvent nos amitiés.

La langue joue un rôle prépondérant dans ces relations et si j'étudie en anglais, mon réseau sera principalement composé de personnes anglophones », déplore-t-elle.

En attendant

que l'offre de cours soit bonifiée au Campus, les deux jeunes femmes espèrent continuer à s'impliquer dans la communauté pour maintenir leur ancrage à la francophonie. Marjorie lance l'idée, par exemple, d'offrir des services dans les deux langues si jamais elle ouvre sa propre clinique de kinésiologie. Gloria, elle, aspire à publier un jour des articles scientifiques en français afin d'ouvrir des portes à d'autres francophones. « Ce n'est pas parce que tu es chercheuse en neurosciences que subitement tu dois publier et parler en anglais », conclut-elle. ▲

GLOSSAIRE

MONNAIE COURANTE

Quelque chose qui se produit régulièrement

MATRI-Art-Clé jusqu'au 27 octobre
l'ascension des femmes âgées à travers la peinture de portraits

Projet diversité féminine
Une exploration des femmes artistes dans les arts visuels des communautés autochtones, noires et de couleurs.

musée d'art de la femme
m a f
w a m
women's art museum

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à midi et de 13h à 17h

116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton AB T6C 3N1
wamsoc.ca | 780 803 2016 | info@wamsoc.ca

accès @ emploi

SERVICES D'EMPLOI GRATUITS EN FRANÇAIS

202-8627 rue Marie-Anne-Gaboury (91 ST)
Edmonton AB T6C 3N1
780-490-6975
Sans frais : 1-866-490-6999
info@accesemploi.net
accesemploi.net
f @ in X

PLACEMENT EN EMPLOI

- Connexions avec les employeurs
- Cours d'appoint payés
- Ateliers d'anglais gratuits

PLACEMENT EN EMPLOI POUR LES JEUNES ÂGÉS DE 15 À 30 ANS

- Support financier durant la recherche d'emploi
- Financement pour les formations accréditées
- Subventions salariales offertes aux employeurs

PRÉPARATION À L'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX ARRIVANTS

- Rédaction/révision de CV
- Mentorat
- Stage d'observation en milieu de travail

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

wired wireless

Dr Claude Boutin
B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

Market Mall Executive Professional Centre
Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1



↑ Charlène Golsteyn poursuit un double master au HEC de Paris et à Sciences Po en management et en affaires publiques. Photo : Courtoisie



↑ Elia Eliev est le directeur général de la Fondation Baxter & Alma Ricard. Photo : Anne-Marie Dumouchel

La Fondation a été créée en 1998 par Alma Ricard à la suite du décès de son mari Baxter. Ces deux philanthropes de Sudbury ont consacré leur vie au domaine des communications, notamment la radio, la télévision et la câblodistribution. Baxter a également joué un rôle essentiel dans la création du plus important réseau de communications du Nord-Est ontarien.

Depuis six mois, l'organisme cherche à rendre son programme de bourses encore plus inclusif dans le but de garantir une représentation de toutes les francophonies canadiennes. «On a notamment rencontré les équipes universitaires, les doyens et les étudiants dans l'ouest du Canada pour s'assurer qu'ils soient bien inclus et représentés», mentionne le directeur général, Elia Eliev.

été récompensés par l'organisme depuis sa création. Selon Elia Eliev, directeur général de l'organisme, ce qui rend le programme unique, c'est précisément la générosité des montants accordés aux étudiants qui permettent de réduire de manière assez importante le fardeau financier associé à leurs études. «Ils peuvent recevoir jusqu'à 50 000\$ par année et ce montant peut être reconduit sur trois ans, pour un total de 150 000\$, précise-t-il.

Pour le directeur général, cette contribution permet d'investir dans l'avenir et de contribuer à former une nouvelle génération de leaders francophones qui n'auraient pas forcément les moyens de poursuivre leur scolarité. «Je suis moi-même un ancien lauréat, alors je vois à quel point cela peut être aidant. Sans la bourse, je n'aurais pas pu continuer mes études à l'étranger ni financer les deux premières années de mon doctorat à l'Université d'Ottawa. On sait à quel point les études coûtent de plus en plus cher», témoigne-t-il.

Les critères d'admission ont également été conçus de sorte à être suffisamment larges pour encourager un maximum d'étudiants à postuler. Les candidats doivent, entre autres, être citoyens canadiens, s'identifier comme Franco-Canadiens et détenir un premier baccalauréat. Les étudiants qui amorcent une maîtrise ou leur doctorat peuvent se qualifier pour la bourse, tout comme ceux qui souhaitent effectuer une réorientation de carrière en entamant un deuxième baccalauréat. Le domaine d'études n'est pas pris en compte.

«En plus de ces critères, ils doivent fournir deux lettres académiques et une lettre communautaire. On essaie vraiment d'y aller au mérite, selon les profils qui nous sont présentés», conclut le directeur général. ▲

UNE BOURSE QUI CONCRÉTISE LES RÊVES ACADÉMIQUES DES FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE

Pour une 24^e année consécutive, la Fondation Baxter & Alma Ricard a octroyé, en ce début d'année académique, une quarantaine de bourses à des étudiants franco-canadiens pour les encourager à poursuivre leurs études aux cycles supérieurs ou à entamer un deuxième diplôme universitaire. En Alberta, et ailleurs au pays, ce généreux programme finance les aspirations de francophones en situation minoritaire qui se démarquent par leur leadership communautaire et l'excellence de leur dossier académique.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO

«C'EST UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL, QUI PERMET D'ENCOURAGER LES ÉTUDIANTS APRÈS LEUR PREMIER DIPLÔME, CE QUI EST DÉJÀ TRÈS RARE.»
Charlène Golsteyn

«JE SUIS ALLÉE À L'ÉCOLE LA VÉRENDRYE À LETHBRIDGE À MON ARRIVÉE AU PAYS.»
Charlène Golsteyn

Pour Charlène Golsteyn, qui avait des ambitions d'études à l'international, l'octroi de cette bourse est arrivé à point nommé. «C'est un programme exceptionnel, qui permet d'encourager les étudiants après leur premier diplôme, ce qui est déjà très rare. [...] Mais c'est aussi la flexibilité qui est géniale, on peut payer nos frais de scolarité, nos manuels, notre loyer, nos billets d'avion et toutes nos autres dépenses avec le montant qui nous est accordé», explique cette jeune femme qui poursuit actuellement un double master à l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC) et à Sciences Po Paris en management et en affaires publiques.

Charlène, qui a grandi entre sa France natale et le sud de l'Alberta d'où son père est originaire, raconte d'ailleurs avoir choisi de poursuivre son apprentissage sur le **Vieux Continent** dans le but de se reconnecter avec une francophonie dont elle s'est un peu éloignée au cours des dernières années. Sans la bourse Ricard, elle doute que «ce rêve» ait été atteignable.

«Je suis allée à l'École La Vérendrye à Lethbridge à mon arrivée au pays, mais [au secondaire] et pour mon premier diplôme universitaire en commerce, j'ai étudié en anglais alors, malheureusement, je parlais très peu français dans mon quotidien. J'avais envie et besoin d'être connectée à l'art en français, à la culture, c'est pourquoi j'ai voulu revenir en France pour le master», note-t-elle.

L'étudiante se réjouit également de pouvoir représenter l'Alberta francophone

«SANS LA BOURSE, JE N'AURAI PAS PU CONTINUER MES ÉTUDES À L'ÉTRANGER NI FINANCER LES DEUX PREMIÈRES ANNÉES DE MON DOCTORAT À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA. ON SAIT À QUEL POINT LES ÉTUDES COÛTENT DE PLUS EN PLUS CHER.»
Elia Eliev

GLOSSAIRE

VIEUX CONTINENT
Fait référence à l'Europe en opposition au Nouveau Monde, soit l'Amérique

à travers les activités de la Fondation. «Notre francophonie, c'est un petit monde très fort et très présent qui réussit à survivre, mais aussi à briller malgré que la langue anglaise soit dominante dans la province», analyse-t-elle. Cette mission de faire valoir la francophonie de l'Ouest n'est pas nouvelle pour la jeune femme qui a représenté, dans sa jeunesse, en français, la ville de Lethbridge à trois reprises à la compétition pancanadienne d'Expo-sciences.

«En grandissant, ma mère disait : "les enfants peuvent facilement apprendre une langue (l'anglais), mais ils peuvent aussi facilement en perdre une". Je suis reconnaissante qu'on nous ait encouragés, mes frères et sœurs et moi, à parler, lire, écouter des vidéos en français pour garder la langue en vie», ajoute Charlène.

SOUTENIR LES ÉTUDIANTS

Pour l'année universitaire 2023-2024, pas moins de 1 475 000\$ ont été alloués aux 43 récipiendaires de la bourse de la Fondation Baxter & Alma Ricard. Cette cohorte s'ajoute aux quelque 397 Franco-Canadiens qui ont

La santé en français:
Essentiel !

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

Rsa
RÉSEAU SANTÉ ALBERTA

Tout pour améliorer
l'accès aux services
de santé en français

Appel aux bénévoles

Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de partager quelque chose qui vous anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il dans ce journal?

ENGAGEZ-VOUS AVEC
LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À
REDACON@LEFRANCO.AB.CA

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE



CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

LES ANNÉES PASSENT, MON CRÉDO PÉDAGOGIQUE DEMEURE

Octobre marque le trentième anniversaire de mon arrivée au pays de Descartes, de Voltaire et de Rousseau. Vous imaginez bien sans doute ce que peut ressentir un expatrié : j'ai conservé l'amour de mon pays; amour irremplaçable que pas même la baguette, le fromage, le saucisson et le vin n'ont pu éroder durant toutes ces années.

Il paraît qu'on vit encore de nos jours pour un amour. Le philosophe canadien de langue anglaise George Parkin Grant parle d'un «amour [inconditionnel] pour son pays» (*the love of one's own country*) qui est, selon lui, le vrai chemin de la justice. Cet amour du bien commun est effectivement plus fort que tout. (Mais peut-être me le ferait-on regretter si j'y retournais. La désillusion agit souvent comme un poison; elle guette tous les expatriés et davantage les sans-patries.)

Trente après, me voilà revenu à la case départ en quelque sorte. Puis-je vous en dire quelques mots? C'est que, dans mon cas, l'amour du pays natal n'est pas qu'un simple souvenir nostalgique. Je ne fais pas que souffrir; j'éprouve aussi et conserve les meilleures des pratiques de mon pays. C'est surtout le cas en éducation. J'admire mon pays non seulement parce qu'ailleurs dans le monde on vient s'inspirer de ses méthodes éducatives — aussi bien les privilégiés qui ont le don, mais doivent le perfectionner que celles et ceux moins bien partagés, mais plus méritants qui vaincront par l'étude et le vouloir; j'admire mon pays parce que tout cela est vrai...

DES LIMITES AUX IDÉES REÇUES

Quand il s'agit d'éducation et de pédagogie, alors je bombe le torse, sors mes griffes et surtout raisonne. Là où d'autres suivent et succombent aux opinions communes, mon crédo pédagogique, lui, demeure identique. Même après toutes ces années, malgré ma seconde nature. Seconde nature, car c'est peu dire qu'une transformation de soi survient après tant d'années passées dans un autre pays.

Enseignant, je fus invité un jour à me prononcer sur l'intégration d'un nouvel élève au sein de notre programme. Je lus avec beaucoup d'attention les arguments avancés contre sa venue. Je me mis aussitôt à les classer dans l'ordre, allant du plus «faible» au plus «fort» et non l'inverse, comme on fait habituellement.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

J'appliquai dans le même temps les conditions «néces-

saire / non nécessaire» et «suffisante / non suffisante» de manière à pouvoir conclure à son refus ou à son acceptation.

Qu'on me suive bien, car ma pensée en la matière est un peu tortueuse. Logiquement, il faut plus d'un argument (solide) pour étayer une conclusion. Sans trop attendre, j'écrivis alors à ma collègue, «voici ce que j'obtiens de mon côté en classant tes arguments (entre parenthèses) dans l'ordre» :

- (4) «Vous avez une trace de sa visite à l'École?» [Non nécessaire / Non suffisante : FAIBLE pour un refus]
- (1) «Il a passé son année à régresser et son comportement n'a fait qu'empirer. Alors que l'échéance approchait, il aurait dû se racheter une conduite.» [NN / NS : FAIBLE pour un refus]
- (2) «Jeune probablement immature que l'on pourrait avoir du mal à canaliser. Son immaturité se lit... absence de modestie ou manque de lucidité.» [NN / NS : FAIBLE pour un refus]
- (5) «Une arrivée en octobre me semble périlleuse.» [N / NS : FAIBLE, VOIRE ACCEPTABLE pour un refus]
- (3) «Il parle d'études en administration (il aurait dû viser un autre programme..., mais peut-être n'a-t-il pas été pris) puis de commerce!» [N / S : SOLIDE pour un refus]

En définitive, à mes yeux, le seul argument recevable fut le dernier (3) qui avait le mérite d'être solide. On doit en effet se baser sur des faits (dans le cas présent, la conformité au programme et la cohérence interne en adéquation avec les études) et non sur des impressions, des interprétations ponctuelles tirées de bulletins, des suppositions ou des jugements de valeur que regretteraient peut-être aujourd'hui ceux qui les ont émis (les anciens enseignants).

UNE RÉALITÉ COMPLEXE

Pour le reste, la progression de l'apprenant n'a pas de limites. Aussi je me souviens d'avoir accueilli assez tardivement par le passé, et ce, à plusieurs reprises, de nouveaux élèves... En Occident, septembre, reste une période de mouvements; j'ai toujours connu ce phénomène et j'ai fini par m'y habituer.

Donc, à mes yeux, le critère de sélection devait plutôt porter sur le (3^e) argument de ma collègue, qui est le 5^e

dans ma liste..., peut-être en y ajoutant le 4^e dans ma liste qui correspond au (5^e) de ma collègue. On dira alors qu'il est **périlleux d'arriver si tardivement dans le programme** (prémisse 2 : conséquente); d'autant plus périlleux que **le candidat ne semble pas convaincu de son orientation** (prémisse 1 : antécédente).

Voilà! En principe, je pouvais dire NON, comme ma collègue. Mais, comme vous le savez, la réalité est parfois multiple. À partir d'un schéma en arbre (au centre de cette page), la chose se présenta à mes yeux d'au moins deux façons ↓

SCHÉMA A

Prémisse 2 et conclusion provisoire 1

2

↓

1

↓

(C : refus)

SCHÉMA B

Si, bien sûr, il fallut ajouter une charge de travail supplémentaire pour l'enseignante-référente de l'époque (prémisse implicite 3 à garder à l'esprit : argument qui put légitimement être invoqué dans le processus décisionnel, mais fut à peine effleuré par ma collègue)

(3) + 2

↓

1

(C : refus)

Les schémas en arbre d'Étienne.

Comme on peut s'en rendre compte, la logique est souvent désespérante pour l'humain. Elle ne détermine pas tout, heureusement. Les sentiments et l'expérience d'un enseignant sont très porteurs dans ce genre de décision. Là où le bât blesse cependant, c'est lorsque la terminologie employée consiste en pétition de principe. Méfions-nous donc,

car c'est souvent le cas dans les bulletins que nous avons à disposition pour évaluer et recruter. Les sentiments et les impressions peuvent très vite devenir contre-productifs.

De ponctuels, les bulletins scolaires peuvent contenir des sophismes et des distorsions alimentés par des jugements de valeur. Nous voilà ainsi de retour à la logique et au bon sens. De mon côté, comme à l'habitude, je décidai tout simplement ce jour-là, en bon démocrate, que la majorité l'emporterait.

CULTIVER LE PARADOXE

Un tout petit dernier mot, si vous me le permettez. Je posai plus tard la question suivante à mes collègues : «Qu'en est-il des capacités d'écriture et d'argumentation du candidat?» Pas un seul argument contre ne fut invoqué... Sa lettre contenait pourtant des lacunes. Sur ce point également, j'imagine qu'on peut apprendre à nos élèves à

écrire et à mieux argumenter. Je le fais régulièrement avec les règles élémentaires de la logique. La progression est souvent impressionnante.

Enseigner est vraiment un art qui mélange raison et sentiments.

Cela, c'est mon pays natal qui me l'a appris. Ce n'est donc pas qu'une simple anecdote décousue, un peu

comme celles qui sont parfois jetées au travers d'une leçon quelconque, plus ou moins improvisée; enseigner, c'est une manière d'être, une présence, soigneusement choisie et mise en pratique, puis racontée, comme j'ai tenté de le faire ici.

Celles et ceux qui aiment enseigner comprendront sûrement la nature de mon **crédo** pédagogique. Alors, qu'ils fassent de même et cultivent le paradoxe et la contradiction comme cette clé de la pédagogie du futur. ▲

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

GLOSSAIRE

CRÉDO

Principes sur lesquels on fonde son opinion, sa conduite

OYEZ, OYEZ!

CHERS LECTEURS, CHÈRES LECTRICES EN RÉGION, VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES. AFIN QUE L'ON RETROUVE VOTRE ACTUALITÉ FRANCOPHONE DANS NOS PAGES, PARTAGEZ-NOUS VOS ÉVÉNEMENTS, VOS COUPS DE CŒUR ET VOS QUESTIONS!

ÉCRIVEZ-NOUS À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

accent
INSCRIPTIONS À LA
Zone Franco

Réservez votre place avant le 31 octobre pour bénéficier d'un rabais exclusif !

La Zone Franco sera présente aux congrès suivants :

North Central Teachers' Convention: 8 et 9 février 2024
Calgary City Teachers' Convention: 15 et 16 février 2024
Palliser District Teachers' Convention: 22 et 23 février 2024
Greater Edmonton Teachers' Convention: 29 février et 1 mars 2024

www.accentalberta.ca

accentalberta | accentalberta | accentalberta



↑ La communauté franco-albertaine peut gérer ses écoles depuis 1993. Photo : note thanun - Unsplash

L'ALBERTA, UN CAS D'ÉCOLE POUR LES FRANCOPHONES EN SITUATION MINORITAIRE

Depuis 1993, les Franco-Albertains gèrent leurs propres écoles. Une avancée majeure, résultat d'une décennie de lutte acharnée qui aura même nécessité un passage devant la Cour suprême. Trente ans plus tard, il reste encore des défis à relever.

FRANCOPRESSE



« LES PARENTS POUVAIENT DÉCIDER SI L'ÉCOLE RESTAIT OU NON CATHOLIQUE, MAIS CERTAINS AURAIENT PRÉFÉRÉ QUE TOUS LES ÉTABLISSEMENTS SOIENT NON CONFES-SIONNELS. »
Frank McMahon

Il y a trente ans, le 10 novembre 1993, l'Assemblée législative de l'Alberta adopte la loi 8. Le texte établit notamment les sept régions scolaires francophones. Autrement dit, les Franco-Albertains obtiennent le droit de gérer eux-mêmes leurs écoles.

Cette loi est l'aboutissement d'une longue bataille qui commence en 1982. Cette année-là, la Charte canadienne des droits et libertés est adoptée. Son article 23 garantit aux minorités francophones et anglophones l'éducation dans la langue de leur choix.

C'est le déclic. Des citoyens s'organisent et des pétitions circulent pour demander l'ouverture d'écoles en français.

« Il a fallu faire un énorme travail de sensibilisation au niveau politique, auprès des décideurs, du ministère de l'Éducation. Ça a pris beaucoup de lobbying et de réunions », se souvient Claudette Roy, ancienne enseignante et figure de proue du combat.

À l'époque, l'idée divise au sein même de la communauté. Les militants doivent convaincre de nombreux parents francophones de l'intérêt de l'éducation dans leur langue maternelle.

PREMIÈRE ÉCOLE EN 1984

« Beaucoup s'estimaient déjà chanceux d'avoir l'immersion. Ils pensaient que ça suffisait, témoigne Claudette Roy. Mais l'immersion ne répond pas aux besoins pédagogiques et identitaires des enfants dont le français est la langue maternelle. »

« C'est inefficace, ce sont des écoles d'assimilation », renchérit Paul Dubé, dont le fils fréquentait une classe d'immersion française au début des années 1980.

Avec son groupe, Claudette Roy obtient 1000 signatures en faveur de l'ouverture d'un premier établissement scolaire francophone à Edmonton. Ce travail **de longue haleine** finit par payer.

En septembre 1984, le Conseil scolaire catholique d'Edmonton, qui est anglophone,

accepte d'ouvrir la première école francophone financée par des fonds publics en Alberta, l'École Maurice-Lavallée.

« Un grand nombre de gens était là pour l'inauguration. Nous n'avions pas encore le deuxième cycle et la gestion, mais c'était déjà un tel succès », se remémore Claudette Roy.

Un autre groupe décide, lui, de porter la lutte devant les tribunaux. « Nous ne voulions pas que nos écoles soient gérées, même partiellement, par des anglophones, explique Paul Dubé, l'un des cofondateurs. Nous considérons que nous étions les plus aptes à prendre les décisions adaptées à nos réalités. »

En parallèle, le groupe mène une « campagne tapageuse » dans les médias, selon les mots de Paul Dubé, pour contrer les arguments des autorités provinciales, hostiles à une gestion francophone.

« On avait une image de têtes brûlées, mais on s'était entourés d'avocats. On avait travaillé tous les côtés, financiers, juridiques, statistiques, raconte Paul Dubé. Notre initiative a eu une résonance importante au sein de la société. »

«UNE IMMENSE ÉTAPE FRANCHIE»

Claudette Roy reconnaît que cette bataille judiciaire a contribué à éveiller les consciences. « Mais en ce temps-là, c'était quelque chose de tellement nouveau, beaucoup de parents et d'enseignants n'avaient pas idée de demander immédiatement la gestion. Ils préféraient y aller par étape », confie-t-elle.

En 1985, la Cour du Banc de la Reine examine le dossier, puis c'est au tour de la Cour d'appel de l'Alberta en 1987.

Entretiens, de nouvelles écoles françaises ouvrent leurs portes et, en 1989, les Franco-Albertains obtiennent la création d'un deuxième cycle.

La Cour suprême du Canada rend finalement sa décision en 1990 dans ce qui est connu comme l'affaire Mahé.

« Le jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Mahé reconnaît aux parents appartenant à la minorité linguistique, lorsque le nombre le justifie, le droit de gérer leurs propres établissements d'enseignement », peut-on lire sur le site Internet du Commissariat aux langues officielles du Canada.

« Une immense étape venait d'être franchie, mais ce n'était qu'une partie de la bataille », commente Paul Dubé.

Le ministère de l'Éducation albertain établit un groupe de travail pour définir plus en détail un modèle de gestion et adopter une réglementation provinciale.

Combien de conseils scolaires francophones doivent être créés? Où faut-il les implanter? Comment financer les nouvelles écoles? Comment recruter les enseignants? Autant de questions auxquelles le comité mettra plus de deux ans à répondre.

«SENTIMENT D'UNITÉ» AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

« Le gouvernement a accepté la plupart de nos recommandations, rappelle Claudette Roy qui a fait partie de ce comité. Il faut dire qu'avec les écoles existantes, nous avons déjà pas mal d'acquis, un historique d'enseignement et de résultats scolaires. »

Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire, les premiers commissaires scolaires francophones sont élus en mars 1994.

Très vite, les débats se cristallisent autour de la professionnalité du système scolaire, comme l'explique Frank McMahon, élu au Conseil scolaire Centre-Nord de l'Alberta.

« Les parents pouvaient décider si l'école restait ou non catholique, mais certains auraient préféré que tous les établissements soient non confessionnels », détaille-t-il.

La première école publique, l'École Gabrielle-Roy, est ainsi fondée à Edmonton en 1997.

Aux yeux de Frank McMahon, la gestion francophone a contribué à forger un « sentiment d'unité » au sein d'une communauté isolée, éparpillée aux quatre coins de la province.

« Les écoles sont devenues des lieux de rassemblement, des milieux enrichissants qui encouragent la vitalité de la culture et du tissu communautaire, souligne-t-il. Les familles apprennent plus facilement à se connaître et interagissent dans leur langue. »

« Gérer nous-mêmes nos écoles nous a aussi permis d'avoir des programmes d'études plus adaptés à nos besoins et d'avoir plus d'établissements, plus rapidement », poursuit Colette Roy.

DES ÉCOLES ENCORE MENACÉES

Trente ans plus tard, l'inclusion constitue le principal défi selon les trois militants interrogés.

« Notre communauté n'a jamais été aussi diverse. Nous devons rendre nos écoles accueillantes pour que tous les élèves, quelles que

soient leurs origines et leurs cultures, se sentent intégrés et respectés », insiste Frank McMahon.

« Aujourd'hui, c'est un défi de créer un sentiment d'appartenance. Il faut ouvrir en grand la porte de la francophonie et utiliser l'élément rassembleur que constitue le français pour assurer la pérennité de la communauté », ajoute Paul Dubé.

Si l'Alberta compte aujourd'hui 44 écoles francophones, l'éducation en français reste menacée.

« L'existence de nos conseils



↑ Claudette Roy est une enseignante à la retraite, figure de proue du mouvement en faveur des écoles en français en Alberta. Photo : Courtoisie



↑ Paul Dubé, ancien professeur de littérature au Campus Saint-Jean. Photo : Courtoisie

scolaires est protégée par la loi. La communauté a des droits garantis, mais nous devons rester vigilants et unis pour conserver nos acquis et des financements équitables », considère Colette Roy.

« Il y a toujours un conflit avec le gouvernement provincial qui n'est pas convaincu de l'importance du bilinguisme, comme l'a montré l'affaire du financement du Campus Saint-Jean », abonde Paul Dubé.

Il appelle la communauté à s'engager davantage : « Tout le monde doit retrouver le feu sacré que nous avions à l'époque pour sauver la langue çaise. » ▲

GLOSSAIRE

DE LONGUE HALEINE

Qualifie un ouvrage qui demande un grand effort



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsmn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 19 octobre au 1 novembre 2023 : **ndgboqmk**



LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION CHEZ LES JEUNES

AVEC LA COLLABORATION DES CONSEILS SCOLAIRES CENTRE-NORD ET FRANCOSUD

À

À l'école Claudette-et-Denis-Tardif du Conseil scolaire Centre-Nord, les célébrations de la Journée nationale de la vérité et

de la réconciliation se sont terminées en beauté (voir aussi *L'orange de la réconciliation à l'honneur dans l'école francophone de Sherwood Park* du journal, n° 14, du 5 octobre 2023). ▲



↑ Le concours de dessins a fait des émules. Photo : Courtoisie

À

Au Conseil scolaire FrancoSud, les écoles ont toutes souligné la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation de différentes façons au cours de la semaine du 25 au 29 septembre 2023.

Une vidéo et des ressources pédagogiques avaient été développées par le Conseil scolaire, notamment par

Chantal Ethier, notre accompagnatrice culturelle - Premières Nations, Métis et Inuits, afin d'appuyer les écoles avec la commémoration de cette journée. Chantal Ethier a également visité plusieurs écoles afin de faire des activités en lien avec la réconciliation : histoires et contes, traditions, arts, nourriture, chants traditionnels et autres partages tirés de son vécu. ▲



↑ Une élève de l'École Nouveau-Monde, à Calgary, a créé un dessin inspiré de la réconciliation et du logo de l'école; celui-ci a été imprimé sur des chandails qui ont été remis au personnel et aux élèves. Photo : Courtoisie



↑ Les élèves ont participé à plusieurs ateliers sur les traditions des Premières Nations. Photo : Courtoisie



↑ Chantal Ethier visite des élèves de l'École Notre-Dame des Monts, à Canmore, pour partager son histoire et leur parler des traditions et coutumes des peuples autochtones. Photo : Courtoisie



↑ Durant la présentation de sensibilisation sur la vérité et la réconciliation, les écoliers ont été très attentifs et curieux. Photo : Courtoisie



↑ Les élèves de l'École Notre-Dame des Vallées, à Cochrane, ont partagé leurs réflexions sur la réconciliation et ont réalisé des œuvres d'art à partir de celles-ci. Photo : Courtoisie

PROTECTION DE LA JEUNESSE : L'ESPOIR PASSE PAR L'AUTONOMIE POUR LES AUTOCHTONES

Environ 70% des jeunes de moins de 18 ans qui reçoivent des services d'intervention en Alberta sont d'origine autochtone, un chiffre alarmant au regard du faible pourcentage, à peine 10%, que représente ce groupe dans la population générale de la province. Pour faire face à cette surreprésentation, certaines Nations ont amorcé une véritable révolution : reprendre en main les services de protection à l'enfance dans l'espoir de préserver la stabilité culturelle et d'éviter le déracinement des jeunes. Une avenue prometteuse qui semble porteuse de changement.

En Alberta comme dans l'ensemble du pays, la tendance est lourde. Les jeunes autochtones sont plus à risque que n'importe quel autre groupe d'être placés sous la responsabilité «du système» et de se retrouver en famille d'accueil. Le Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada apportait des conclusions sans équivoque sur ce phénomène en 2015 en indiquant que les systèmes de protection de la jeunesse actuels perpétuent l'assimilation des peuples autochtones qui a été amorcée à l'époque des pensionnats et poursuivie avec la rafle des années 1960.

«Il y a toutes sortes d'effets discriminatoires et négatifs associés au placement des enfants autochtones dans des familles non autochtones. On parle de perte d'identité culturelle. Ça crée des traumatismes et des conséquences à court, moyen et long terme. Ces enfants sont plus à risque d'expérimenter des démêlés avec la justice, d'avoir des taux élevés de décrochage et de chômage», explique Lisa Ellington, une professeure à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval, au Québec.

Selon elle, bien que des dispositions récentes aient été ajoutées à certaines lois provinciales sur la protection de la jeunesse pour tenir compte de la «continuité culturelle» lors de la prise en charge des enfants autochtones, les effets sur le terrain demeurent mitigés. «On remarque que les changements législatifs n'ont aucune incidence sur la surreprésentation. Dans plusieurs provinces, il y a encore une augmentation dans les prises en charge, dans les placements des Autochtones comparativement aux non-Autochtones», analyse la professeure.

Afin de renverser la tendance, la seule avenue envisageable reviendrait à miser sur une plus grande implication des communautés autochtones dans la gestion des services à l'enfance et à la famille, mentionne la spécialiste, ce qu'elle décrit comme la «gouvernance autochtone». «Tous les rapports et les enquêtes recommandent l'autonomie. Plusieurs communautés exercent déjà leurs compétences en la matière. L'autodétermination, c'est un droit qui est reconnu par nos gouvernements. Souvent, on a l'impression que c'est un privilège, mais c'est un droit», affirme la chercheuse.

L'AUTODÉTERMINATION À LA SAUCE ALBERTAINE

Déjà quelques Premières Nations de l'Alberta ont signé des accords avec les gouvernements fédéral et provincial pour reprendre en main leur système de protection de l'enfance. En février 2023, la bande crie Louis Bull a été la première à signer une telle entente. Deux mois plus tard, les communautés de Loon River, Peerless Trout et Lubicon Lake ont établi un accord similaire. Selon Lisa Ellington, cette forme de gouvernance autochtone permet aux communautés de mettre en place des pratiques d'intervention conformes à leurs valeurs, leur culture et leur mode de régulation sociale.

La stabilité de l'enfant et sa sécurité pourront, entre autres, être «mises sur un pied d'égalité avec le maintien des liens avec sa culture, sa langue, son territoire et sa famille», de sorte à réduire les placements

à l'extérieur des communautés. «Quand on change les définitions au niveau juridique sur ce que représentent les intérêts de l'enfant, ça change les pistes de solutions envisagées», témoigne la professeure.

Dans le sud de la province, des initiatives caritatives pilotées par des Autochtones prennent de l'ampleur pour permettre aux communautés de reprendre la gestion des services à l'enfance et à la famille. Le Noh Koh Waa Family & Youth Centre, ouvert depuis 2020 à Fort Macleod, en est un exemple. Ce centre permet d'accueillir des enfants qui sont sous tutelle permanente ou dont les parents sont décédés. Plutôt que d'être envoyés dans une famille allochtone, les jeunes sont hébergés et nourris au Centre, explique Karen English, la présidente de la fondation Shina House qui gère cette initiative. Les frais d'hébergement varient selon les services offerts, précise-t-elle.

«Notre objectif est d'améliorer le sort des familles autochtones et des jeunes qui ont été pris en charge par le système. On les aide à renouer avec leur identité, c'est pourquoi on fait appel à des aînés pour encadrer ce processus. Notre centre a été créé pour et par les Autochtones», illustre cette membre de la Confédération des Pieds-Noirs.

Le Centre met aussi à la disposition des résidents des espaces dédiés à l'exercice, une cuisine et un salon commun, ainsi qu'une salle de cérémonie.

Parallèlement, la maison d'hébergement supervise un programme de réunification familiale pour permettre aux parents de redresser leur vie et de récupérer la garde de leurs enfants. Ils peuvent louer des appartements situés à quelques mètres du Centre. «Par exemple, si des enfants ont été retirés à leur mère, au lieu d'être placés en famille d'accueil, nous gardons la famille ensemble et nous supervisons la mère dans son engagement envers les services à l'enfance et à la famille. L'objectif, en soutenant la mère et ses enfants, c'est qu'ils puissent sortir du système», souligne la présidente de la fondation.

Karen English espère voir des communautés autochtones d'un peu partout dans la province s'inspirer du modèle mis en place par le centre familial de Fort Macleod. Surtout, elle aimerait que le travail d'autonomisation des Nations autochtones se fasse de manière collaborative.

«Je crois qu'on doit briser les silos. L'intention avec la colonisation et les pensionnats c'était de tuer l'Indien dans l'enfant, de lui ôter sa langue, sa culture, de l'éloigner de sa famille. Mais nous risquons encore de disparaître et de perdre

nos langues et notre mode de vie. La seule manière d'y remédier, c'est de gérer nos services et de se servir de nos connaissances communes», témoigne cette travailleuse sociale qui a cumulé une trentaine d'années d'expérience sur le terrain.

DES CONSTATS PROMETTEURS

Lisa Ellington mène actuellement une recherche-action sur la mise en œuvre de la Loi de la protection sociale atikamekw d'Opitciwan, au Québec, afin de documenter les résultats de cette nouvelle approche de gouvernance découlant de la Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis, qui reconnaît la compétence des Premières Nations, des Métis et des Inuits à élaborer leur propre loi en matière de services à l'enfance et à la famille. Bien que les résultats en soient encore à un stade embryonnaire, la chercheuse est déjà en mesure d'émettre certains constats. Elle espère qu'ils seront exportables à d'autres communautés à travers le pays.

Par exemple, elle fait remarquer que la Première Nation québécoise mise davantage sur les services préventifs que sur la prise en charge formelle sous la Loi de la protection sociale. Cette avenue permet, entre autres, d'offrir des services prénataux aux femmes. En résultat, les taux de placements des jeunes enfants et des bambins semblent avoir diminué. «Pour les 0 à 4 ans, les placements ont diminué de près de 10%», évoque-t-elle.

Par ailleurs, lorsque le recours à la Loi de la protection sociale doit absolument être envisagé, les familles n'ont plus besoin de passer par les tribunaux, ce qui change radicalement le modèle d'intervention. «Les familles se réunissent et prennent part à un conseil pour trouver des solutions ensemble. Si le placement est la décision finale, il y a une responsabilité collective pour trouver le meilleur milieu pour accueillir l'enfant. Ce n'est pas un intervenant extérieur qui prend cette décision tout seul», décrit Lisa. Les placements à l'extérieur de la communauté sont donc peu fréquents puisque l'entourage de l'enfant est fortement mobilisé.

Bien entendu, un comité d'arbitrage composé de sages a également été établi comme instance de dernier recours pour venir en aide aux jeunes. Or, depuis la mise en œuvre de la loi atikamekw, aucun cas n'a été entendu devant ledit comité. «Tout s'est déroulé sur une base volontaire», se réjouit Lisa.

Elle rappelle, enfin, que la gouvernance seule ne peut résoudre «tous les défis systémiques qui perdurent depuis des décennies au pays», mais si d'autres communautés autochtones s'inspirent du travail des Atikamekw d'Opitciwan, la surreprésentation des enfants dans les services d'intervention a des chances, elle, de diminuer. ▲



«NOTRE OBJECTIF EST D'AMÉLIORER LE SORT DES FAMILLES AUTOCHTONES ET DES JEUNES QUI ONT ÉTÉ PRIS EN CHARGE PAR LE SYSTÈME.»

Karen English

«L'OBJECTIF, EN SOUTENANT LA MÈRE ET SES ENFANTS, C'EST QU'ILS PUISSENT SORTIR DU SYSTÈME.»

Karen English

La «rafle des années soixante» désigne l'enlèvement à grande échelle, ou «rafle», des enfants autochtones à leur domicile, à leur communauté et à leur famille d'origine dans les années 1960, ainsi que leur adoption ultérieure par des familles de classe moyenne, la plupart non autochtones, aux États-Unis et au Canada.

GLOSSAIRE

EMBRYONNAIRE
Qui est en germe



«IL Y A TOUTES SORTES D'EFFETS DISCRIMINATOIRES ET NÉGATIFS ASSOCIÉS AU PLACEMENT DES ENFANTS AUTOCHTONES DANS DES FAMILLES NON AUTOCHTONES.»

Lisa Ellington



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPIRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTECALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, JULIE HILDEBRAND,
MARINE HERNOULT, OPHÉLIE DOIREAU,
EYA BEN NEJM

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annances: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



L'eau,

SYMBOLE DES FEMMES

Chez plusieurs peuples autochtones, l'eau est féminine. L'eau entretient la vie comme le font les femmes dans leurs communautés. Il est donc certain qu'un lien particulier se crée entre les femmes autochtones et l'eau.

PROVINCIAL



ENVIRONNEMENT

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LA LIBERTÉ



GRAND-MÈRE
LUNE VEILLE SUR
LES EAUX DE LA
TERRE. LA VIE
AQUATIQUE SE
REPRODUIT
SELON LES
CYCLES DE
LA LUNE.»

Nora Whiteway

OPHÉLIE DOIREAU
JOURNALISTE

Suivant les récits, il est possible que Grand-mère Lune prenne plus d'importance que Mère Terre. Toutes deux sont féminines et expliquent le rôle crucial que jouent les femmes dans la protection de l'eau.

Nora Whiteway, Aînée de la Première Nation Wasagamack, partage un peu de son savoir traditionnel quant au lien si précieux qui peut exister entre les femmes et l'eau.

«Auparavant, les Anciens savaient à quel point l'eau était liée à Grand-mère Lune. Les changements qui survenaient à chaque passage de la lune indiquaient les périodes de plantation, de récolte, de chasse et de cueillette. La lune déterminait donc notre calendrier, les mois et les changements de saisons.»

« Grand-mère Lune veille sur les eaux de la Terre. La vie aquatique se reproduit selon les cycles de la lune. Grand-mère Lune contrôle aussi la vie féminine, parce qu'elle régit le cycle de purification de la femme. Notre cycle naturel de menstruations est connu sous le nom de temps lunaire.»

Cette période est connue pour être un temps de pouvoir. Les femmes peuvent s'adresser à Grand-mère Lune pour être guidées dans la vie. C'est un temps qui rapproche les femmes et où elles sont célébrées puisqu'elles peuvent donner la vie. Nora Whiteway poursuit :

«Si Grand-mère Lune veille sur les eaux de la Terre, les femmes veillent sur les eaux du peuple. L'eau est synonyme de vie. Lorsqu'une femme est enceinte, le bébé est entouré d'eau. Tout est relié à l'eau. Notre corps ne pourrait pas vivre sans eau.»

Carol McBride, présidente de l'Association canadienne des femmes autochtones, ne peut que confirmer ce lien entre création de la vie et protection de l'eau.

«Les femmes portent les enfants dans leur corps et ils sont entourés d'eau. C'est le point de départ de la création. Nos croyances se basent sur ce point de départ de la création.»

«Comme femmes, nous sommes les gardiennes de l'eau, les protectrices légitimes, les soigneuses de l'eau qui soutient la vie. Nous avons une responsabilité de protéger l'eau. Nous devons la prendre de manière sérieuse.»

DONNER LA VIE ET LA PROTÉGER

Si Carol McBride est si insistante, c'est que pour elle, il y a une continuité entre prendre soin de l'enfant dans son corps et prendre soin de lui sur Terre.

«L'enfant est entouré d'eau dans le corps de la femme. Cette même femme est responsable pour le développement de l'enfant en faisant attention à ce qu'elle met dans son corps. Cette responsabilité continue le reste de notre vie, elle s'étend à ce que la prochaine génération ait accès à de l'eau potable, à des infrastructures pour leur développement spirituel et physique.»

Il est donc naturel que ce soient les femmes qui portent l'eau dans les cérémonies traditionnelles, comme l'explique Nora Whiteway.

«Parce que les femmes veillent sur les eaux de la Terre, elles en sont responsables durant les cérémonies de l'eau. Cependant, lorsque les femmes sont dans leur période lunaire, leur pouvoir est le plus fort et elles ne préparent pas de nourriture ou de médicaments, ne participent pas aux cérémonies et n'utilisent pas les pipes et d'autres objets sacrés. Non parce qu'elles sont marginalisées, mais parce que nous reconnaissons un pouvoir plus fort lors de cette période.»

Cependant, ce savoir n'est pas toujours reconnu, notamment avec des décideurs publics qui n'impliquent pas les femmes autochtones dans les processus de consultations, comme le suggère Carol McBride.

«Avec la pollution et les changements climatiques, il est devenu évident que protéger l'eau est de plus en plus difficile. Pour faire mieux, les femmes autochtones qui possèdent un savoir sur l'eau devraient être impliqués à la table des décisions.»

«C'est ma mère qui m'a enseigné tout ce que je devais savoir sur l'eau, sur l'importance d'une telle ressource, sur son utilisation, sur sa préservation, sur son apport. Les femmes ont donc un rôle clé à jouer pour la préservation de l'eau.» ▲



↑ Carol McBride. Photo : Courtoisie



↑ Nora Whiteway. Photo : Ophélie Doireau



LES FEMMES
PORTENT LES
ENFANTS DANS
LEUR CORPS ET
ILS SONT
ENTOURÉS
D'EAU. C'EST
LE POINT DE
DÉPART DE LA
CRÉATION.»

Carol McBride



GLOSSAIRE

MARGINALISÉ

Le fait d'être
mis à l'écart

PROVINCIAL

ENVIRONNEMENT



↑ Le piétinement et le broutage du bison dans les prairies favorisent le renouvellement de la végétation sauvage, la rétention d'eau et l'absorption du carbone dans le sol. Photo : Andrew Scharman – Pexels

LE BISON POUR PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ

FRANCOPRESSE

« LES BISONS NE SONT PAS VULNÉRABLES À L'ENVIRONNEMENT ICI, PUISQU'ILS ONT ÉVOLUÉ ET COÉVOLUÉ ENSEMBLE. »

Marie-Ève Marchand

GLOSSAIRE

SE VAUTRER
Se coucher et se rouler par besoin ou plaisir

EYA BEN NEJM
JOURNALISTE



↑ Selon Marie-Ève Marchand, la directrice de l'Institut international des relations avec le bison, la longévité de cet animal sur le sol canadien a favorisé son adaptation au climat ardu. Photo : Courtoisie

Face au réchauffement climatique et à l'effondrement de la biodiversité, le bison peut devenir un allié de taille. L'animal remplit un rôle central dans l'écologie de l'Ouest canadien.

Is courent depuis toujours dans les plaines d'Amérique du Nord. Selon Parcs Canada, la première apparition des bisons sur le continent remonte à l'ère glaciaire, il y a entre 130 000 ans et 75 000 ans.

La longévité de l'animal sur le sol canadien a favorisé son adaptation au climat ardu. « Les bisons ne sont pas vulnérables à l'environnement ici, puisqu'ils ont évolué et coévolué ensemble », observe Marie-Ève Marchand, la directrice de l'Institut international des relations avec le bison.

Différentes études prouvent la contribution du bison à « l'augmentation de la biodiversité végétale », souligne Daniel Fortin, professeur au département de biologie de l'Université Laval à Québec.

Selon une étude menée par la Kansas State University, la biodiversité végétale a doublé dans les prairies d'herbes hautes habitées pendant 30 ans par des bisons, à la station biologique de Konza Prairie, aux États-Unis.

UNE NOURRITURE VARIÉE ET UTILE

La physiologie des bisons leur permet notamment d'aller « chercher la végétation qui peut être profondément [enfouie] sous le couvert

de la neige », en creusant tout simplement avec leur tête, remarque Daniel Fortin.

Durant la saison hivernale, la vache ne peut pas s'alimenter à l'extérieur en raison de sa difficulté d'adaptation aux températures froides, ajoute l'expert.

Au gré de leurs déplacements, les bisons consomment à la fois des plantes indigènes et non indigènes. Ils se nourrissent de végétations vivantes et de plantes mortes. Grâce à ce régime alimentaire diversifié, la défécation du bison est utile pour faire « recirculer la végétation », explique le professeur.

Le processus de broutage du bison favorise par ailleurs la continuité de la pousse de la végétation, puisque l'animal ne retire pas la racine au complet, contrairement aux vaches qui arrachent les racines, complète Marie-Ève Marchand.

Les activités du bison favorisent ainsi l'absorption du carbone dans le sol, qui a pour effet d'enrichir et générer la terre, rapporte-t-elle. « Il faudra avoir plus de bisons, insiste la spécialiste. Les bisons sont beaucoup plus faciles à élever dans un certain sens que les vaches parce qu'ils demandent beaucoup moins de travail. »

PATAUGER POUR RÉGÉNÉRER LA BIODIVERSITÉ

L'aspect le plus distinctif du bison, c'est le *wallow*, ou quand la bête se vautre sur le sol. Ce comportement a un impact direct et positif sur la qualité de la terre.

« Le bison va être debout, se rouler sur le côté, se lever, brasser la tête, se rouler sur l'autre côté et il forme ce qu'on appelle des espèces de *wallow* », détaille Daniel Fortin.

Cette action lui permet de disperser l'eau qui va par la suite de régénérer la biodiversité, informe Marie-Ève Marchand.

Autrement dit, les bisons favorisent l'infiltration de l'eau dans le sol. De fait, ils rendent les plantes plus résistantes aux sécheresses, ce qui aide les Prairies à être plus solides face aux changements climatiques.

En **se vautrant** sur la terre, le bison perturbe également la végétation plus ancienne. Il permet ainsi à la végétation plus jeune de se développer. « À d'autres endroits où la végétation peut-être de trois, quatre pieds de haut, les plus petites plantes ont davantage de difficultés à croître », relève Daniel Fortin.



↑ Selon Daniel Fortin, professeur au département de biologie de l'Université Laval, il est préférable pour le bison de rester libre. Photo : Jean Rodier

ESPÈCE MENACÉE

Depuis 19 ans, le bison détient le statut d'espèce menacée. Selon le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), de 2004 à 2013, la population des bisons a augmenté de 36 %. Néanmoins, le pourcentage ne permet pas à l'animal de sortir de sa condition menacée en raison du manque d'espace adapté pour sa survie.

EN LIBERTÉ

Ces caractéristiques permettent au bison de vivre à la fois dans une ferme ou dans le milieu sauvage. Toutefois, Daniel Fortin considère qu'il est préférable pour l'animal de rester dans un espace assez large. « On ne veut pas mettre une clôture autour du parc, on veut qu'ils soient libres de se promener où ils veulent. »

En 2018, le parc national Banff en Alberta a réintroduit 31 bisons dans une zone de 1200 km², en toute liberté, après plus d'un siècle d'absence dans la région.

Selon Parcs Canada, l'animal participe au développement de l'écosystème : « Les surfaces broutées par le bison et les dépressions creusées lorsqu'il se roule dans la poussière créent un habitat pour toutes sortes d'animaux, comme le wapiti, les écureuils terrestres et le blaireau. »

La réintroduction du bison à Banff revêt aussi une importance culturelle pour les peuples autochtones, indique l'agence. ▲

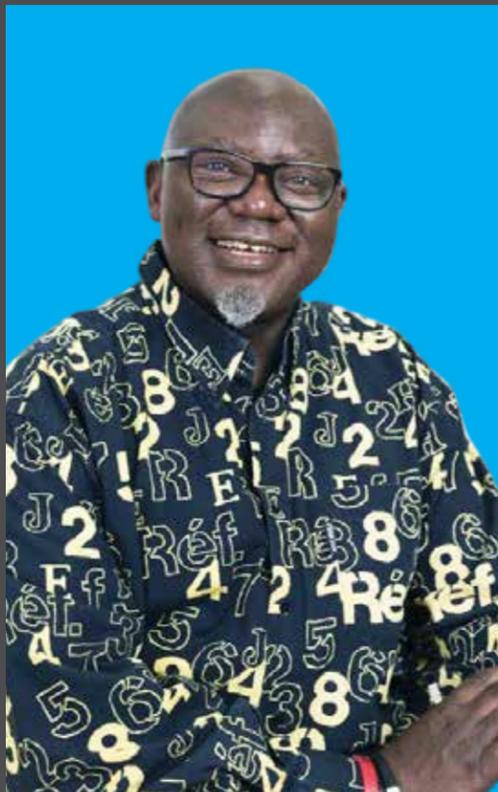
BONNE SEMAINE DE LA PME!



lecdea.ca



tourismealberta.ca



LA PLUME PARLANTE EST DE RETOUR AVEC ROBERT SURAKI WATUM.

PERFECTIONNEZ VOS COMPÉTENCES EN ÉCRITURE THÉÂTRALE.



**INSCRIVEZ-VOUS!
POUR PLUS D'INFORMATIONS:
780.469.8400**



IMMIGRATION FRANCOPHONE : «ON NE FAISAIT PAS BIEN NOTRE TRAVAIL»



SOCIÉTÉ

FRANCOPRESSE

« LES PROPOS DU MINISTRE MILLER SUR SES INTENTIONS EN TERMES DE NOUVELLES CIBLES EN IMMIGRATION FRANCOPHONE NE RASSURENT PAS LA FCFA. »

Liane Roy

GLOSSAIRE
AMBITIEUX
De grande portée

MARIANNE DÉPELTEAU
JOURNALISTE

Face à une francophonie inquiète de son sort, le ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, envisage d'augmenter la cible d'immigration francophone hors Québec à 6%. Un chiffre encore insuffisant pour la FCFA.

La cible de 4,4 % d'immigration francophone hors Québec établie en 2003 a été, comme le rappelle Marc Miller, «difficilement atteinte» en 2022.

«Grosso modo, la cause principale, c'est qu'on ne faisait pas bien notre travail et la priorité n'était pas là», reconnaît le ministre de l'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en entrevue avec Francopresse.

«Je sais la façon dont on a procédé pour s'assurer qu'il y ait cette immigration au Canada, que ce soit dans les volets économiques, rapprochement familial, ou dans le cas des demandeurs d'asile et des réfugiés, ajoute-t-il. Il n'y a jamais eu une vraie emphase sur la langue.»

Lors d'une réunion du Comité permanent des langues officielles, le 4 octobre, le ministre a annoncé qu'il envisageait une prochaine cible de 6%.

Marc Miller se donne un an pour voir ce qu'il est possible de faire et mettre les mécanismes nécessaires en place. Atteindre 6%, «ça va être difficile», prévient-il. «Je ne suis pas confiant qu'on va pouvoir l'atteindre pour l'instant.»

«NI SUFFISANTE, NI ACCEPTABLE»

Mais cette nouvelle cible ne représente que la moitié des 12 % que demande la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA). Un objectif avec lequel Marc Miller dit être en accord, mais qui n'est pas réalisable actuellement selon lui.

«Les propos du ministre Miller sur ses intentions en termes de nouvelles cibles en immigration francophone ne rassurent pas la FCFA», a déclaré Liane Roy par communiqué.

Pour la présidente de la FCFA, «une cible de 6 % en matière d'immigration francophone ne serait ni



↑ La prochaine cible d'immigration francophone hors Québec pourrait être établie à 6%. Photo : Oleksandr (Pexels)

suffisante, ni acceptable».

«Il n'y a pas de système mécanique qui puisse me donner l'assurance que je puisse répéter [l'atteinte de la cible], quitte à vouloir l'augmenter à 6 %, 7 %, 8 %, ce que je veux bien», s'est défendu Marc Miller en entrevue.

MANQUE DE MÉCANISMES

Selon lui, IRCC manque de mécanismes nécessaires pour atteindre des cibles plus ambitieuses, notamment pour attirer plus de francophones d'Afrique, d'Haïti, de la Belgique ou de la France.

Le ministre n'a pas été plus précis sur les mécanismes manquants, mais assure vouloir fixer des objectifs plus ambitieux dès que possible.

«On a beaucoup de talent au sein du ministère. Pour moi, il s'agit [...] de leur donner la capacité de pouvoir me présenter des options qui vont être réalisables pour ce seuil.»

Le ministre souhaite donc accorder la prochaine année aux fonctionnaires d'IRCC pour leur permettre d'atteindre les cibles de la francophonie canadienne. «Les politiciens font des promesses et n'ont pas nécessairement le talent de les remplir,

admet-il. Le talent se situe à l'intérieur de la fonction publique.»

«Ayant eu l'expérience d'un ministère qui s'était fixé des objectifs très ambitieux dans les enjeux autochtones surtout, je connais l'impact que ça peut avoir de rater des objectifs», poursuit l'ancien ministre des Relations Couronne-Autochtones.

EN VERTU DE LA LOI

Comme l'a rappelé Liane Roy en entrevue avec Francopresse, la Loi sur les langues officielles (LLO) reconnaît l'importance du rétablissement du poids démographique des minorités francophones au niveau auquel il était lors du recensement de la population de 1971, à savoir 6,1 % de la population à l'extérieur du Québec.

La nouvelle loi reconnaît l'importance de l'immigration francophone pour atteindre cet objectif et comprend une politique en la matière.

C'est pour cette raison que Liane Roy insiste sur un minimum de 8 % pour la prochaine cible : «Il faut absolument qu'il y ait un 8 % quelque part dans la vision du ministre pour nous démontrer qu'il est sérieux et qu'il est conséquent avec la nouvelle Loi sur les langues officielles.» ▲

INTÉGRATION
entrepreneuriale
réussie

**SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT
POUR RÉSIDENTS PERMANENTS**

**CONSEILS, RESSOURCES,
FORMATIONS.**

**LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE
N'AURA PLUS DE SECRETS
POUR VOUS!**

Contactez-nous dès
maintenant pour prendre
rendez-vous avec l'un de nos
conseillers : info@lecdea.ca.

CDEA Conseil de
développement
économique
de l'Alberta



Financé par :
Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Funded by:
Immigration, Refugees
and Citizenship Canada





↑ La musique et la danse font partie intégrante de la culture du continent africain. La Guinée ne fait pas exception à la règle. Photo : Raphael Oulai

INDÉPENDANCE GUINÉENNE, LA FRANCOPHONIE DEMEURE

Samedi 7 octobre dernier, l'**Association guinéenne de Calgary** et les membres de sa diaspora ont fêté en grand le 65^e anniversaire de l'indépendance de leur pays. Ils étaient plus de deux cents à partager une soirée riche en surprises dans le sud de la métropole albertaine.

« Cela n'a pas été parfait, mais on y est arrivé », estime Ismael Diallo, le président de l'association, avec soulagement. Car, comme il l'explique, de nombreuses familles sont venues accompagnées de leurs enfants et il aurait aimé avoir plus de place pour leur offrir un lieu dédié.

Des enfants qui ont d'ailleurs eu la part belle lors de cette soirée puisqu'ils ont pu défiler dans les habits traditionnels des « quatre Guinées ». Un moment très remarqué par le public et notamment par Marie-Thérèse Nickel, la directrice générale de l'ACFA régionale de Calgary, présente pour l'évènement, « les familles et les enfants qui ont défilé, [...] c'était incroyable ! »

Ismael décrit avec passion la particularité de son pays d'origine composé de la Basse-Guinée située le long de l'océan, de la Moyenne-Guinée qui comprend le massif du Fouta-Djalou et son point culminant le mont Loura à 1 515 m d'altitude, la Haute-Guinée au milieu de la savane et la Guinée forestière qui, comme son nom l'indique, est parcourue par une zone forestière luxuriante. Il évoque des

différences géographiques, mais aussi culturelles et, bien sûr, esthétiques.

Très fier de voir ces enfants en habits traditionnels, il exprime son attachement à les regarder vivre ces instants. « Le meilleur moment, c'est de voir nos enfants s'imprégner de notre culture alors qu'ils sont nés au Canada », explique-t-il en insistant sur cette difficulté à entretenir le lien, un lien essentiel pour l'avenir.

UNE INDÉPENDANCE NATIONALE, UNE LANGUE QUI FÉDÈRE

Si la Guinée a été le premier pays d'Afrique subsaharienne à s'extraire du colonialisme français le 2 octobre 1958, la « langue de Molière » reste, selon Ismael, une fierté pour la plupart des immigrants et natifs du pays aujourd'hui installés en Alberta.

Alors si « l'indépendance représente un jour de célébration de la diversité culturelle, mais aussi la liberté qu'on [le peuple] a prise », c'est aussi une belle façon de rendre hommage à toutes celles et ceux qui se sont battus pour cela. Cela ne l'empêche pas d'assurer que le français est la langue utilisée au quotidien par sa communauté. À la maison, lors de retrouvailles, mais aussi pour des discours plus officiels, le français est omniprésent.

Polyglotte, il tient à ce que ses enfants l'utilisent afin de ne pas rompre le lien avec les anciens. « Mes enfants parlent français aussi pour communiquer avec leurs grands-parents, c'est la seule langue qui peut les réunir. » Si lui parle les deux langues officielles du Canada, trois des nombreux dialectes de Guinée (peul, soussou et malinké) et comprend l'arabe, il est conscient de son rôle dans la survie du français en milieu minoritaire et évoque aussi cette « langue romantique » comme un atout.

Il a d'ailleurs à cœur de rappeler que cette soirée a réuni de nombreux francophones. « Du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Mali, du Nigéria ou du Rwanda, [...] tout le monde s'est retrouvé », mentionne-t-il. Ismael admet aussi que certaines ethnies ont aujourd'hui tendance à se diriger vers l'anglais, preuve s'il en est que l'équilibre linguistique est fragile.

Et lorsqu'il évoque ce besoin « de fédérer autour de la diversité francophone » lors de cette fête, il n'oublie pas de remercier tous les partenaires de la francophonie présents à l'évènement. Marie-Thérèse Nickel insiste, elle aussi, sur l'importance, pour les organismes francophones, de pouvoir accompagner



↑ (De gauche à droite) Le bureau de l'Association guinéenne de Calgary avec Néné Barry (trésorière), Kadija Touré (secrétaire générale), Ismael Diallo (président), Aissatou Diallo (chargée des affaires sociales) et Mariama Ciré Baldé (vice-présidente). Photo : Raphael Oulai



IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



« LE MEILLEUR MOMENT, C'EST DE VOIR NOS ENFANTS S'IMPRÉGNER DE NOTRE CULTURE ALORS QU'ILS SONT NÉS AU CANADA. »
Ismael Diallo



ARNAUD BARBET
JOURNALISTE

ces communautés qui ne « reçoivent pas de fonds de la part du gouvernement ».

Elle explique avec clarté que cet accompagnement des communautés fait entièrement partie du plan d'action de l'ACFA régionale. « Nous devons être acteurs de l'intégration, [...] la francophonie aujourd'hui se rapproche de toutes ces communautés », détaille-t-elle. Selon elle, il faut réellement faire un effort pour communiquer à tous les publics. Il faut aujourd'hui « diffuser l'information *at large* » afin que la diversité dans son ensemble soit présente lors de tels évènements.

DANS L'OMBRE DE L'INFLATION

Elle espère aussi que cet accompagnement plus régulier avec les associations qui représentent diverses communautés permettra de faciliter l'accès aux évènements proposés, « il n'est pas donné à toutes les familles de payer 35\$ par personne pour participer ». Une difficulté aussi évoquée par Ismael Diallo qui voit chaque année des dépenses supplémentaires lors de ces évènements. L'inflation que l'on connaît au pays est aussi un facteur inhérent à la survie de ces rassemblements festifs et culturels, exprime-t-il d'un air soucieux.

Marie-Thérèse ne rate d'ailleurs jamais la découverte de la gastronomie traditionnelle qui est régulièrement proposée lors de ces regroupements. « Un repas savoureux avec du riz pilaf, des épices, des bananes plantains, des crudités et des beignets... mes préférés », annonce l'épicurienne. Des mets qui, selon Ismael, auraient pu être plus riches si le coût de la vie n'était pas si cher.

Il profite de l'occasion pour remercier tous les bénévoles et les partenaires qui se rendent à chaque fois disponibles pour faire vivre la culture guinéenne et, plus largement, la culture africaine en terres albertaines. « Je donne rendez-vous à toute la communauté francophone l'année prochaine ! » ▲

« NOUS DEVONS ÊTRE ACTEURS DE L'INTÉGRATION, [...] LA FRANCOPHONIE AUJOURD'HUI SE RAPPROCHE DE TOUTES CES COMMUNAUTÉS. »
Marie-Thérèse Nickel

« MES ENFANTS PARLENT FRANÇAIS AUSSI POUR COMMUNIQUER AVEC LEURS GRANDS-PARENTS, C'EST LA SEULE LANGUE QUI PEUT LES RÉUNIR. »
Ismael Diallo

GLOSSAIRE

POLYGLOTTE
Qui parle plusieurs langues



↑ Marie-Thérèse Nickel, directrice générale, et Sylvie Quenolle, vice-présidente de l'ACFA régionale de Calgary. Photo : Raphael Oulai